

Ol H. Peuytjens

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71. BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Que contenaient les quatre lignes effacées du rapport Bouchar-don ?

Sur l'après-guerre

Les guerres ont au moins ceci de bon qu'elles prédisposent aux idées générales. Les hommes qui ont longtemps vécu dans les tranchées perdent assez facilement la notion trop exacte de leurs intérêts particuliers. A l'arrière, certains commencent à se rendre compte du danger que fait courir aux entreprises particulières la méconnaissance du bien public. Depuis que tout le monde a des préoccupations nationales, beaucoup de gens s'aperçoivent qu'elles ne se confondent pas absolument avec les préoccupations politiques.

Pour tout dire, jamais l'électeur ne s'est senti si loin de son élu. C'est peut-être tant mieux pour l'électeur ; c'est certainement tant mieux pour l'élu.

Du fait que les comités et les sous-comités des chefs-lieux de cantons sont plus ou moins dissous ou « en sommeil », il résulte que le législateur est presque libre de légiférer. On aura, d'ailleurs, par la suite, tant de comptes à lui demander qu'il aurait tort vraiment de se soucier de quelques explications supplémentaires à fournir. Cela passera — ou ne passera pas — avec le reste.

Ainsi s'explique sans doute que nos représentants aient osé aborder, à la faveur de la guerre, la législation de l'alcool.

J'enfends bien qu'ils l'ont abordée avec timidité, que les bouilliers de cru demeurent intangibles, que les marchands de vin ont eu le dernier mot et que rien, en définitive, ne se trouve fondamentalement changé. Cependant, on a osé réviser les cafés ; on a supprimé l'absinthe et on a réquisitionné de l'alcool pour les fabriques d'explosifs.

Cool conviendrez que des hardiesses — même si prudentes — n'eussent point été possibles en d'autres temps. Je me permets d'affirmer respectueusement l'attention de nos législateurs sur ce fait qu'il n'a jamais paru moins dangereux d'avoir du courage.

Peut-être pourraient-ils en profiter pour nous donner des institutions. Je ne m'imagine point du tout que cette guerre doive être funeste à la démocratie.

La France a pu, au cours de ces vingt mois, improviser la mobilisation des industries de guerre, car elle n'avait prévu que celle de ses soldats ; elle a, sans soulever de récriminations, suspendu le crédit et interrompu la vie économique ; elle a décrété la trêve des colères et trouvé, dans le sein des partis les plus divers, la monnaie d'un gouvernement. Dans une société si complexe qu'aucun pouvoir n'était plus susceptible de lui donner une impulsion, la bonne volonté nationale a suffi à tout. La cité sans chef s'est passée de chef.

Si la démocratie avait besoin de faire ses preuves, elle les a faites, cette fois, avec éclat, et, si nous n'avions — comme je le crois — que le mot de la République, du moins ne saurions-nous oublier que c'est ce mot qui nous a sauvés.

Mais on aurait, je le crois aussi, tort de penser que le mot peut suffire à tout. C'est quelque chose, sans doute, d'avoir pu démontrer — fût-ce à M. Charles Maurras et à M. Marcel Sembat — qu'un Etat républicain peut être grand même pendant la guerre, mais il ne serait point superfluo de prouver qu'il pourrait être aussi organisé.

De ce que la République a réussi, dans cette crise, à se passer d'institutions, il ne résulte pas du tout que des institutions soient inutiles à la République. Nous nous sommes révélés, une fois de plus, capables d'improviser magnifiquement ; mais qui d'entre nous n'a pas senti douloureusement le risque de l'improvisation ?

La Révolution et l'Empire ont institué le Code civil et je ne sais combien de Constitutions, au plus fort des grandes crises nationales. C'est à l'heure où l'on découvre le péril qu'il faut y parer sans délai. Plus tard, la peur reprend et l'action n'est plus possible.

Je crois fortement que l'heure serait bien choisie pour étudier les bases de la quatrième République.

Je n'ignore pas le danger qu'y pourrait courir « l'union sacrée », mais je ne me figure pas que ce danger soit, en définitive, aussi grand qu'on le dit.

Les Français de tous les partis sont assez épris de leur patrie pour n'être

pas capables de la sacrifier à leurs colères politiques, et, d'ailleurs, ceux qui sont capables de cet affreux sacrifice l'ont fait déjà depuis longtemps.

L'ennemi, dira-t-on, s'empresse d'exploiter nos divergences de doctrine ? N'en doutez pas. Mais pensez-vous qu'il se prive d'exploiter nos dissensions de personnes ? Une seule chose sera changée : en analysant nos querelles, il se trouvera contraint de reconnaître qu'elles ont dorénavant de nobles motifs.

Trop d'erreurs ont été commises, qui ne furent pas seulement les erreurs des hommes. Tâchons de trouver des remèdes, au lieu d'attendre qu'ils nous soient imposés par des novateurs futurs.

Nous n'avions pas prévu la guerre ; essayons au moins de prévoir les colères que la guerre va laisser après elle. N'attendons pas l'heure des règlements de comptes pour faire face à l'échéance. Essayons de réaliser, non pas au profit des gens en place, mais au profit du pays tout entier, l'économie d'une révolution.

« L'union sacrée » vaut qu'on lui fasse des sacrifices, j'en suis d'accord. Il ne faudrait pas aller cependant jusqu'à lui faire le sacrifice de l'avenir national lui-même. Ne révoquons pas pour notre patrie la paix des nécropoles.

Si la réconciliation des partis n'était vraiment possible qu'à condition de ne rien dire, de ne rien regarder, de ne rien faire, alors tant pis pour la paix publique : mieux vaudrait souhaiter que les partis demeurent irréconciliables.

Sergent Pangloss

La lutte est vive à l'est de la Meuse. Les Allemands ont pris pied dans la partie ouest du village de Vaux.

Des zeppelins ont fait un raid sur l'Angleterre. L'un d'eux a été abattu et son équipage s'est rendu.

M. Asquith a été reçu par le pape.

Les Etats-Unis, la Norvège et la Hollande continuent leurs enquêtes sur les sous-marins boches.

Le bombardement aérien de Porrentruy provoque en Suisse une indignation générale.

Les troupes fédérales ont battu la bande de Villa. Ce dernier, qui est en fuite, aurait la jambe cassée.

La Hollande prend des mesures militaires. Pourquoi et contre qui ?

La Grèce n'est pas contente de la Bulgarie. Elle n'est pas satisfaite, non plus, de l'Allemagne à cause du raid de Salonique. Et elle remet une note aux Alliés, à propos de la Haute-Epire.

Leurs automobiles

En temps de paix, seul le ministre de la guerre avait droit à une automobile. Les autres Excellences, tout comme de simples bourgeois, devaient pourvoir à leurs frais de voiture. Et comme noblesse oblige, tous possédaient leur limousine, acquise de leurs deniers, et connaissaient personnellement le prix de l'essence, des pneumatiques et d'un bon chauffeur.

La guerre survint. Tout le monde — ou presque — eut son auto. Les ministres firent comme tout le monde, et ignorèrent désormais la hausse de l'essence et des pneumatiques. Le chauffeur même leur devint gratuit.

Mais à l'heure où le moratorium agonise, où le général Roques enjoint à ses officiers et sous-officiers d'avoir à payer leur terme, les ministres de la République n'ont pas voulu continuer à se faire offrir leur voiture par la princesse. Et ils ont décidé, dans un des derniers conseils de cabinet, d'abandonner, non pas l'automobile gratuite et officielle, mais une somme mensuelle destinée à en couvrir les dépenses d'entretien.

Bravo ! Voilà un beau geste, et qui sera compris. Cela va faire, à raison de 300 francs par mois et par ministre, une petite recette sur laquelle le Trésor ne comptait pas. Comment ! vous trouvez que c'est donné, une automobile, un chauffeur, des pneus et de l'essence pour 300 francs par mois ?

Evidemment, pour vous ou pour moi, l'automobile est un luxe beaucoup plus coûteux. Il faut, à Paris, pour s'en offrir la fantaisie, sacrifier un minimum de 15.000 francs par an. Mais vous et moi, nous ne sommes pas ministres et nous avons des moyens.

Tandis qu'une pauvre Excellence a tant de mal à joindre les deux bouts !

Saurons-nous haïr ?

Je vais vous dire : j'ai peur que nous ne sachions pas haïr les Allemands, comme ils doivent être haïs après ce qu'ils nous ont fait, c'est-à-dire comme des monstres, avec qui aucun commerce ni matériel ni moral ne sera plus possible, jamais, jamais... Déjà l'on se laisse aller à des essais de psychologie indulgente, à des rejets de culpabilité sur quelques têtes, pour mieux absoudre la masse...

Oh ! ce ne sont encore que des tentatives timides ; mais quand leurs zeppelins et leurs sous-marins ne seront plus là pour ouvrir chaque matin nos cicatrices, je frémis de l'avenir que nous annonce cette hâte d'oublier et de pardonner.

Exemple : notre ministère de la guerre vient d'autoriser un archiviste distingué, le marquis de Dampierre, à publier intégralement les carnets de route pris sur le corps de trois prisonniers boches : un lieutenant, un sous-officier, un soldat. Eh bien ! ces carnets sont curieux, mais dangereux à lire. « Humain, trop humain ! » aurait dit Nietzsche.

Se rapportant aux deux premiers mois de la campagne, ils enregistrent quelques atrocités. Mais l'officier est un esthète, qui note surtout d'admirables couchers de soleil ; le sous-officier paraît un brave homme pieux et résigné ; le soldat, un goinfre... l'insatiable appétit fait rire. Aucun d'eux n'exprime, hélas ! de haine contre nous. Ils marchent sur Paris, à travers nos villages en flammes, sans joie et sans méchanceté. Et, naturellement, l'idée ne leur vient pas que nous puissions nourrir une animosité plus vive que la leur.

Quand le soldat, blessé à la jambe, voit arriver des Français, il leur sourit comme à des amis avec qui c'est fini de se quereller. L'attitude de nos soldats ne le fortifie que trop dans ce sentiment :

« Les Français sont très gentils et aimables. Ils viennent à nous et nous donnent la main (sic). Presque tous nous souhaitent le bonjour en passant... » Et dès lors, ce ne sont plus que des descriptions extasiées des choses succulentes que ces gentils Français lui donnent à manger : « Une vraie jouissance... un vrai régal... préparation extra... merveilleux. »

On dirait un bon gros chien à qui l'on donne du sucre parce qu'il a bien présenté la patte. Or, ceci se passait au lendemain de l'invasion de la Belgique, de la ruée sur Paris, et de la grande épouvante...

La doctrine prussienne sur la sainteté de la guerre a tout intérêt à prêcher cette réconciliation après le combat, entre adversaires qui s'estiment. Mais nous, pour qui cette guerre de conquête fut un assassinat inexorable, notre devoir est de repousser ses mains qui se tendent, toutes glorieuses d'avoir bien frappé. Pas de fraternité ! Pas de chevalerie ! Tout guerrier allemand, s'il n'est pas un bandit, est un imbécile. Si vous raffinez, si vous distinguez, vous êtes perdus.

Ils nous reprendront dans le lacis poisseux de leur bonhomie en sucre de guimauve. Et, l'étranglement ayant échoué, l'étouffement recommencera, comme après 1870.

Maurice de Waleffe

CINQ ZEPPELINS survolent l'Angleterre

L'un d'eux est abattu

Londres, 1^{er} avril. — Le secrétaire du War-Office annonce qu'un raid aérien a eu lieu, hier soir, sur les comtés de l'Est de l'Angleterre.

On a établi que les zeppelins, au nombre de cinq, étaient divisés en deux escadrilles et un aéronef détaché. Les escadrilles ont fait une incursion dans les régions de l'Est tandis que l'aéronef détaché a survolé la côte nord-est.

L'un des zeppelins, frappé par l'artillerie britannique, est tombé au large de l'embouchure de la Tamise. C'est le L-15. Il a été frappé à la partie supérieure, vers le gouvernail, par un obus. Il est alors descendu rapidement et est tombé à la mer.

L'équipage a été fait prisonnier. Sur la côte du Kent, on a ramassé une mitrailleuse, des munitions, un réservoir à pétrole criblé de balles de shrapnell ; tout ce matériel appartenait au zeppelin L-15 ou à un autre aéronef.

Jusqu'ici, on annonce qu'il y a eu 28 tués et 44 blessés.

Les combats autour de Verdun

Les Communiqués

15 heures

Au NORD DE L'AINSE, assez grande activité des deux artilleries, dans la région de MOULIN-SOUS-TOUVENT et de FONTENOY.

En ARGONNE, nous avons exécuté des tirs de destruction sur les routes et voies ferrées ennemies au nord de la HAUTE-CHEVAUCHÉE.

A L'OUEST DE LA MEUSE, bombardement intermittent de la région de MALANCOURT, sans action d'infanterie.

A L'EST DE LA MEUSE, le bombardement est devenu extrêmement violent, hier, en fin de soirée et au cours de la nuit, sur le secteur compris entre les bois au sud d'HAUDREMONT et la région de VAUX. Sur ce dernier point, les Allemands ont déclenché deux attaques à gros effectifs : la première lancée dans la direction nord-sud a été arrêtée par nos tirs de barrage et nos feux d'infanterie.

Avant d'avoir pu aborder nos lignes, au cours de la deuxième, l'ennemi, après une lutte très vive, a pu prendre pied

dans la partie ouest du village que nous occupions.

En WOËVRE, quelques rafales d'artillerie sur les villages du PIED-DES-CÔTES-DE-MEUSE.

Rien à signaler sur le reste du front.

23 heures

En BELGIQUE, notre artillerie a bombardé les cantonnements ennemis de LANGEMARCK (nord-est d'Ypres).

En ARGONNE, activité de nos batteries sur les organisations allemandes au nord de LA HARAZÉE et à LA FILLE-MORTE et sur des camps ennemis dans la partie nord du bois de CHEPPY.

A L'OUEST DE LA MEUSE, bombardement intense de nos positions entre AYOUCOURT et MALANCOURT. A l'est, un bombardement assez violent a été suivi, au cours de l'après-midi, d'une attaque allemande sur le ravin situé entre le fort de DOUAMONT et le village de VAUX. L'attaque a été complètement arrêtée par nos tirs de barrage.

En WOËVRE, activité moyenne de l'artillerie.

Sur le reste du front, rien à signaler.

La nouvelle attaque DE VAUX

Depuis plus de trente-six heures, les Allemands canonnaient avec violence les bois situés au sud de la redoute d'Hardaumont et le village de Vaux qui est au pied de celle-ci.

La possession de ce village, contre lequel ils ont déjà perdu tant d'hommes, présentait sans doute une grande valeur à leurs yeux.

Cette localité est en angle mort par rapport au plateau et au fort de Vaux, leur objectif principal pour le moment. Il était évident qu'ils essaieraient de l'utiliser comme point d'appui d'une attaque ultérieure, de manière à pouvoir y masser, à l'abri, des effectifs considérables, pour les lancer, de là, à l'assaut dans une de ces formations massées dont ils sont coutumiers.

L'attaque qu'ils ont mené hier dans ces conditions a été complètement infructueuse.

Combien de temps encore nos adversaires pourront-ils continuer cette guerre à coups d'hommes ? Nul ne le

oublie un peu vite la Marne et l'Yser. De la prise du village de Vaux ils feront sans doute un grand triomphe. Je lui opposerai, à valeur égale, la capture du zeppelin effectuée, hier matin, à l'embouchure de la Tamise.

Napoléon remporta pendant quinze années consécutives des victoires autrement belles que celles que les Boches doivent à leurs liquides enflammés et à leurs gaz asphyxiants.

Il eut Marengo, Austerlitz, Iéna, Wagram, la Moskowa ; mais il eut Waterloo, et cela suffit pour consommer sa perte.

Après avoir conquis l'Europe, il finit par laisser la France moins grande que la Révolution ne la lui avait léguée, moins grande même que la royauté ne l'avait léguée à la Révolution.

Attendons donc la dernière victoire, car c'est nous qui la remporterons.

Général Verraux

"On n'en finira donc jamais..."

Après le Comité des Forges, le Syndicat des Crémiers.

M. A. Rouillon, qui préside cette honorable compagnie, me demande de communiquer également à nos lecteurs la lettre qu'il m'a écrite le 27 mars, ou d'en publier « au moins ce qui ne me froisse pas ».

Rien ne me froisse, venant de M. Rouillon, et, bien que la place nous soit très mesurée, je n'hésite pas à publier sa lettre intégralement.

Pour la rendre plus intelligible, il me suffira de rappeler que messieurs les crémiers m'avaient mis au défi de les accompagner à la Chambre de Commerce, où, devant une commission spéciale, ils devaient vider définitivement leur querelle avec les Maggi. Ayant accepté cet étrange rendez-vous, je m'étonnais de n'en avoir plus entendu parler depuis quatre mois, quand M. Rouillon a bien voulu m'en donner l'explication suivante :

« Si nous n'avons pas eu de nos nouvelles depuis le 13 décembre, c'est que nous faisons tous nos efforts pour décider la Chambre de Commerce à accepter notre proposition. Cette haute assemblée n'a malheureusement pas cru pouvoir nous donner satisfaction par crainte d'empiéter sur le terrain judiciaire. »

Eh bien ! la « haute assemblée » a eu parfaitement raison. De mon côté, j'écris ici le 20 mars :

Tout cela, c'est du bouillon pour les chais. Je n'ai pas qualité pour tenir le rôle d'arbitre entre les crémiers et les laitiers. Qui ou non, y a-t-il encore des juges à Paris ? S'il y en a, pourquoi ne jugent-ils pas l'affaire Maggi ?

J'ai plaisir à voir que la Chambre de Commerce pense de même et se déclare incompétente.

M. Rouillon poursuit :

« Ce nouveau renvoi de la balle aux placides magistrats de la Seine qui ont déjà



sait. Tous les calculs faits à ce sujet ont été, à mon avis, plus faux les uns que les autres : car ils ont été basés sur des inconnues : effectif initial des armées allemandes, disponibilités en hommes du pays, proportion des blessés revenus sur le front.

Il est donc impossible de prédire la date de l'épuisement allemand, mais ce qu'on peut affirmer c'est que cet épuisement est fatal.

Les lois de l'histoire sont inéluctables.

Tous les capitaines qui ont eu recours à la guerre à coups d'hommes, à l'emploi brutal de la masse substituée à la manœuvre, ne s'ont fait qu'une fois au déclin de leur fortune. J'ai montré déjà que ce fut le fait de Napoléon lui-même.

Leurs armées ont été usées par leurs propres victoires.

Les Allemands se targuent d'avoir été sans cesse et partout victorieux ; ils

celles (les balles ?) de Neufchatel-en-Bray, de Montpellier et du tribunal de commerce de Paris du 21 mars dernier, je n'ai pas cru devoir omettre ce paragraphe, mais j'aime autant lui avouer tout de suite (sans le froisser) que je n'y comprends absolument rien.

Il est vrai que la suite de la lettre est beaucoup plus claire :

Nous vous prions encore de bien vouloir remarquer que nous nous cantonnons dans notre procès et dans nos affirmations, c'est-à-dire dans le domaine des capitales allemandes et de la direction allemande des Maggi-Kub...

Tiens ! On dirait qu'il y a ici un désaveu pour quelqu'un...

Vous avez, en effet, un art d'embrouiller les choses qui nous oblige à préciser.

Car c'est moi, paraît-il, qui embrouille les choses, au dire de M. Rouillon. Mais du même coup, fort heureusement, je « l'oblige à être précis », ce qui n'est pas un mince résultat.

Et M. Rouillon conclut très précisément :

Il a paru aux Maggi que nous sommes meilleurs depuis quelque temps et une audace toute germanique leur revient. Ils ont bien tort, et nous allons le prouver.

A la bonne heure, monsieur Rouillon, mais faites vite ! Décidez M. Millerand à plaider, quoi qu'il lui en coûte, si toutefois il lui en coûte quelque chose, car je suppose que c'est plutôt le contraire. Mais, pour Dieu, finissez-en ! Le public commence à en avoir assez, de cette histoire-là... Et nous ne sommes ici, comme toujours, que la voix du public.

Gustave Téry

LE "PREMIER" ANGLAIS EN ITALIE

La visite de M. Asquith sur le front italien et à Rome est, en ce moment, un fait significatif. Sans doute, entre les gouvernements de Londres et du Quirinal, la cordialité diplomatique était traditionnelle ; d'actives relations économiques l'avaient encore resserrée. Mais il manquait à cette amitié l'expérience d'une épreuve commune. L'Italie et l'Angleterre poursuivent présentement cette expérience, d'où leurs sympathies sortiront mieux trempées.

M. Asquith, qui n'est pas un homme prompt aux discours, est allé, sur place, apporter l'hommage de son admiration à des troupes vaillantes, dont tous les connaisseurs qui les ont vues à l'œuvre disent le rude et glorieux effort. Le Premier anglais connaît l'Italie, et M. Sydney Sonnino, fils de père italien et de mère anglaise, est tout particulièrement qualifié pour comprendre et guider l'intime association des deux puissances. Le terrain a été préparé par des conversations antérieures, à Rome, à Londres, à Paris ; les circonstances et les hommes concourent donc heureusement à renforcer, sur ce point particulier, la vigueur de l'Entente.

« Nos deux peuples, a dit excellemment M. Asquith dans son toast du banquet du ministère des affaires étrangères, malgré la distance qui les sépare, comprennent aujourd'hui, plus que jamais, la force des liens qui les unissent depuis plus d'un demi-siècle par l'identité de leurs principes et la convergence de leurs intérêts politiques et économiques. »

M. Sonnino s'était exprimé en termes tout à fait concordants :

« L'amitié de l'Italie et de l'Angleterre trouve sa base inébranlable dans un sentiment profond et général de confiance et de sympathie, aussi bien que dans l'harmonie substantielle de leurs intérêts politiques et économiques. »

La raison d'être de l'Entente est de dégrader et de servir ces intérêts particuliers, originaux de chacune des puissances qui la composent. L'Italie a été longtemps dominée par l'impérieuse alliance de l'Allemagne, dont les hommes d'affaires l'avaient ligotée dans un réseau savant d'entreprises où ils étaient les seuls maîtres. Elle vient d'affranchir de cette tutelle sa Banca Commerciale : elle est aujourd'hui d'accord avec l'Angleterre pour atténuer aussi largement que possible la crise des frets et des approvisionnements de charbon. La visite de M. Asquith à Rome, ses entretiens, confiants et précis, avec les personnalités italiennes du gouvernement et du commerce, vont aplanir les dernières difficultés de détail ; les conversations de Rome marquent un nouveau progrès de la coordination des Alliés.

Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de 0 fr. 50 en timbres-poste.

HORS D'ŒUVRE

Une solution

L'économie politique est l'art d'embrouiller les choses les plus simples.

Les économistes, au sujet de la vie chère, échafaudent des systèmes, alignent des chiffres ; nous n'y comprenons rien et c'est l'essentiel.

Or, en toute simplicité, le problème de la vie chère, c'est le problème du papier cher. Il suffit que le papier soit cher pour que tout soit hors de prix.

Vous allez chez le boucher ; vous demandez une côtelette de 10 sous. Le boucher vous enveloppe dans un morceau de papier un morceau de viande si petit que ce n'est pas la peine d'en parler. Et il vous dit : « C'est 22 sous. » Par conséquent, il y a pour 12 sous de papier... En temps de paix, on se plaignait que les bouchers fissent payer le papier au prix de la viande. Aujourd'hui ils font payer la viande au prix du papier. C'est beaucoup plus cher.

Vous allez chez le pharmacien. Vous demandez pour 4 sous de poudre à éternuer (ou à ne plus éternuer) « Voici, Monsieur... c'est 14 sous. » ... Donc, il y a pour 10 sous de papier autour du petit sac.

L'Etat agit comme le commerce particulier. Vous lui achetez une boîte d'allumettes pour 2 sous, ou un paquet de cigarettes pour 8 sous. C'est le carton de la boîte ou le papier du paquet que vous payez à ce prix-là ; car les cigarettes infumables et les allumettes incombustibles n'ont aucune espèce de valeur.

Achetez maintenant un grand quotidien ; vous avez pour un sou de papier et ce n'est pas cher... Quant à ce qui est imprimé dessus, nous n'en parlerons pas, si vous le voulez bien.

Vous entendez dire que la guerre coûte à la France un certain nombre de millions par jour. Mais ce qui coûte le plus cher à la France, ce n'est pas l'armée qui fait parler la poudre, c'est l'armée qui noircit le papier.

Un humoriste mettait cette réflexion dans la bouche d'un officier d'administration : « Il n'y a plus de papier ; on ne peut plus continuer la guerre ! »

Si ça pouvait devenir vrai !... Le jour où nous n'aurions plus de papier, plus de paperasses, plus de paperassiers, nous serions bien près de la victoire finale. Et l'Œuvre pourrait mourir en beauté, ayant pleinement rempli sa mission.

ZETTE

Deux siècles en trois officiers

Nous avons récemment signalé, à propos du rajouissement des cadres, cette manutention... très proche de la Seine, où trois officiers, par l'addition de leur âge, représentaient le coquet total de deux siècles.

On nous fait observer qu'un de ces officiers, M. K., était déjà, avant la guerre, affecté à la même manutention et qu'il en connaît le fonctionnement mieux que personne.

Nous n'en doutons pas ; mais notre campagne en faveur du rajouissement des cadres ne vise pas personnellement tel ou tel officier. C'est à un point de vue très général d'intérêt public que nous nous sommes placés pour demander qu'on ne mesure plus désormais le mérite au nombre des années...

Réciprocité

La censure allemande a laissé passer une lettre envoyée par un sergent prisonnier au camp de G... (Saxe) et contenant ce passage :

« Ma compagnie est composée uniquement de sous-officiers ; néanmoins, nous devons pourvoir par nous-mêmes à toutes les corvées de nettoyage, entretien des baraques, cuisine, corvée d'ordinaire, etc... Nous ne nous plaignons pas, mais nous serions heureux d'apprendre que les sergents et feldwebel allemands internés en France ont droit aux mêmes faveurs. »

Nos prisonniers n'auront pas cette satisfaction. Les sous-officiers boches exigent de leur grade, comme d'un droit acquis, pour se dispenser de tout travail manuel. Et en France on est très respectueux des droits acquis, sans d'ailleurs se demander où, quand et comment ils ont été acquis.

Les morts qui parlent

Le Journal du Peuple, dans son numéro du 29 mars, ose publier les lignes suivantes :

C'était à Bâle, après une fatigante journée de congrès...

De la voix douce et prenante qu'il avait dans l'intimité, Jaurès, avec une prescience merveilleuse, évoquait le grand drame qui venait.

« Quoi qu'il arrive, il faudra que vous n'abandonniez pas votre poste, que vous mainteniez les liens entre les prolétaires des pays belligérants. »

« Oui, approuvait Vaillant. »

« Et tenez, dit tout à coup Jaurès, il peut se faire qu'un vent de chauvinisme emporte tout dans les premiers moments, que des résistances s'opposent à la vie de l'Internationale. Vous ferez tête à ces résistances, Huysmans ! Vous resterez en place, comme un pilote doit se cramponner à la barre pendant l'orage, plus énergiquement qu'en temps calme... Oui, même si de tous les côtés on vous blâme, restez ! Même si moi je vous adressais des paroles désagréables, restez, restez, restez ! »

Et maintenant, c'est à la presse socialiste de protester contre l'insulte faite à la mémoire de Jaurès.

Il y a cependant une note juste dans les lignes ci-dessus : il est certain que Jaurès eût adressé aux internationalistes quand même quelques « paroles désagréables ».

Pour les réfugiés

L'administration forestière du département de la Meuse vient de faire quelque chose pour les réfugiés.

Un des bénéficiaires signale cette mesure réglementaire et philanthropique :

Jusqu'ici, la Forestière laissait aux réfugiés la liberté de ramasser du bois mort dans les forêts de l'Etat. Par suite d'une décision récente, il faut faire une demande sur timbre, à 0 fr. 60, payer une redevance de 3 francs par 100 fagots, et ne pas prendre le bois au-dessus de 0 m. 20 de terre. N'ayant pas trouvé de feuille timbrée à l'enregistrement, j'ai cru y suppléer en apposant sur ma demande 6 timbres à 0 fr. 10 ; mais elle m'a été retournée et j'ai perdu mes timbres.

Ca se passe dans la Meuse. (Chef-lieu : Bar-le-Duc. — Sous-préfecture : Verdun...)

Le bon maire

Le maire d'une petite commune du canton de Pacy en est une (une mère) pour ses administrés.

Pour épargner aux femmes de mobilisés toute démarche et toute perte de temps chez le percepteur, il encaisse lui-même les allocations avec les pouvoirs qu'il se fait remettre en usant de son autorité municipale.

Et, comme il cumule ses fonctions de maire avec sa profession d'épicier, il fournit à ces dames les denrées, coloniales ou autres, nécessaires à leur subsistance. Chaque allocataire a ainsi chez lui un petit compte courant, ce qui lui évite de déboursés des espèces.

Les citoyennes de cette petite commune n'ont réellement qu'à se laisser vivre.

Les chauffeurs militaires

félicités par le Généralissime

Toutes les formations automobiles ont eu l'agréable surprise, samedi dernier, de s'entendre lire l'ordre du jour que voici, venu du grand quartier général :

Depuis la reprise des opérations actives dans la région de Verdun, le service automobile a fourni un très gros effort pour assurer les transports de troupes et de ravitaillement. Grâce à la bonne organisation des mouvements d'une part, à l'endurance et au dévouement du personnel d'autre part, ces transports ont été exécutés avec la plus grande régularité et dans un ordre remarquable.

Le général en chef exprime toute sa satisfaction au personnel de direction et d'exécution du service automobile ayant participé à ces transports.

Signé : J. JOFFRE.

Ces félicitations étaient dues aux vaillants chauffeurs, dont le rôle ingrat, souvent dangereux, n'a pas toujours été apprécié du public comme il méritait de l'être.

Héros par protection

Jean Navarre est sous-lieutenant ; il a abattu sept avions boches ; il a la croix de guerre avec sept palmes, la médaille militaire, la Légion d'honneur. Et pourtant, il est à peine au sortir de l'enfance, comme on chante dans Joseph.

Après un stage à l'école d'athlètes de Reims, il entre à l'école d'aéronautique de Paris et il arrivait au Crotoy, pour y faire son éducation de pilote, quand la guerre éclata.

Il courut à Lyon pour s'engager dans l'aviation ou, étant donné son entraînement, son passé, ses goûts, vous pensez sans doute qu'on l'accepta à bras ouverts ?

Détrompez-vous ! Les listes d'engagement à Lyon étaient closes. Le plein d'aviateurs était fait. On avait le stock nécessaire pour la guerre, et l'administration supposait évidemment que l'aviateur est d'une espèce qui ne meurt qu'en temps de paix.

A Bordeaux, Jean Navarre fut trouvé bien trop gosse pour voler. Ah ! s'il avait eu soixante ans ! Tout de suite ! En France, on aime les gens sérieux, rassis, posés.

Alors, Jean Navarre se rappela qu'il y avait un ami de sa famille qui était sénateur, M. Millières-Lacroix. Il se fit pistonner par lui.

Cet homme politique eut à intriguer pour procurer à ce jeune Français l'occasion de se faire tuer.

Il parvint à le faire verser au centre d'aviation de Saint-Cyr.

« Voyons, Jean ! aurait-il pu lui dire. Voulez-vous les palmes ? Voulez-vous être embusqué dans les vieilles capotes ? Je suis sûr que ce serait fait tout de suite. »

Mais Jean voulait se battre. Et l'administration contrariait ce désir insensé.

Heureusement, mon Dieu, que la circularité contre les recommandations n'était pas élaborée ! Jamais Jean Navarre n'aurait pu, sans un sénateur, être aviateur et descendre sept Boches en attendant le huitième.

Les Boches sont forts ! Oui ! Bien sûr ? Et nous, donc ? Ils n'ont, eux, qu'à lutter contre nous. Leur administration les aide. Chez nous, l'administration n'a qu'un idéal : barrer le chemin aux bonnes volontés. Il faut d'abord se battre avec elle. Quand elle est vaincue, il n'y a plus que le Boche à tomber. Ce n'est rien.

Il a fallu à Jean Navarre une protection pour devenir un héros.

L'Ouvrier

Notez ceci :

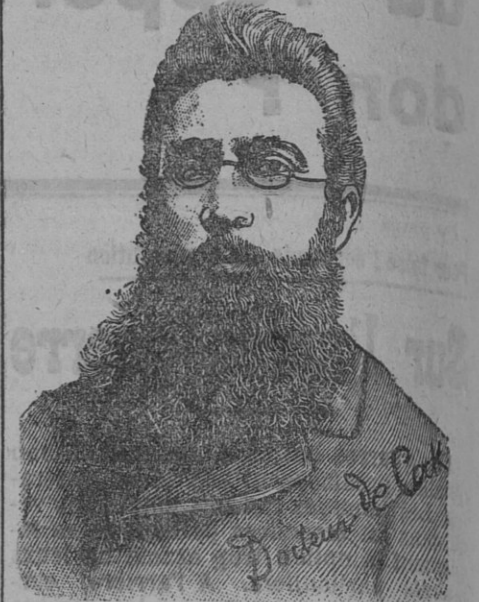
Les Chansons de guerre de Xavier Privas, le populaire chansonnier, « prince de la Chanson », viennent de paraître, éditées par Paris qui chante, en un élégant fascicule.

Les mystères de la Censure

Serait-ce l'Homme au marteau ?

En feuilletant une collection de vieux journaux datant de 1908, j'eus soudain un éblouissement.

Je venais de voir ceci :



Non... la censure n'a rien coupé. Le portrait ci-dessus a été librement et volontairement cliché. Il reproduit, d'après une annonce insérée il y a quelques années dans tous les grands quotidiens, les traits du docteur de Cock, inventeur d'une poudre qui guérissait, à cette époque, toutes les maladies de l'estomac, les gastrites, dyspepsies, dilatations, pituites, pyrosis, catarrhes et flatulences les plus rebelles comme les plus invétérées. (Exiger la marque véritable : L'HOMME AU MARTEAU.)

Or, comparez le portrait de cet Homme au Marteau, qui disparut soudainement et mystérieusement de la quatrième page des journaux, avec l'aimable photographie de notre sur-censeur Jules Gautier, qui depuis un mois surgit en première page, au moment où l'on s'attend le moins à le voir, jaillit de chaque colonne, à propos de stratégie, à propos de littérature, à propos de boîtes, à propos de tout, à propos de rien.

La ressemblance est frappante. Certes, l'Homme au Marteau est un peu plus beau que M. Jules Gautier ; mais il est un peu plus jeune. N'oublions pas que le premier portrait date de 1908.

Et dès lors, une question troublante se pose :

L'Homme au Marteau et M. Jules Gautier seraient-ils le même personnage ?

M. Jules Gautier, contre toute apparence, aurait-il inventé la poudre... la poudre qui guérit toutes les maladies d'estomac ?

L'Homme au Marteau aurait-il lâché son arme contondante pour prendre les ciseaux d'Anastase ?

Qu'on me permette de hasarder une hypothèse plus conforme aux usages de la publicité :

Ni M. Jules Gautier, ni l'Homme au Marteau n'existent. Ce sont des mythes solaires destinés à prouver, par une voie symbolique, l'excellence de la poudre de Cock.

L'Homme au Marteau a servi à préparer l'avènement de M. Jules Gautier.

Un de ces jours, nous verrons dans les journaux les deux portraits côte à côte... (« Avant » « Après ») : l'Homme au Marteau, le visage plein, les traits calmes et reposés, l'air jovial ; l'Homme aux Ciseaux, le visage crispé, les traits tirés, les yeux hagards, l'air fatal.

Et, au-dessous, cette confession :

« Je n'ai pas pris de poudre de Cock. Alors, j'ai attrapé une maladie d'estomac. Mes digestions sont devenues pénibles, mon humeur détériorable. Ma vie est un cauchemar, et moi-même je suis un cauchemar pour toutes les personnes qui m'approchent. »

Et puis, jamais plus nous n'entendrons parler de l'Homme au Marteau ni de l'Homme aux Ciseaux.

G. de la Fouchardière

Une nouvelle fonction

A l'exemple de ce qui vient d'être fait en Angleterre, un ministre français, M. Denys Cochin, ministre d'Etat, sera spécialement chargé de ce qui concerne l'organisation du blocus.

M. Denys Cochin prendra le titre de « Président du comité pour la restriction des approvisionnements et du commerce de l'ennemi. »

Titre un peu long pour mettre sur l'entête du papier ministériel.

Mise sous séquestre des biens du marquis de Fresnoy

Le 19 mars dernier, l'Œuvre entretenait ses lecteurs d'un Parisien fort élégant et fort répandu dans la société parisienne d'avant la guerre, d'un personnage réputé pour ses sentiments francophiles, commanditaire de l'Opéra, membre de plusieurs grands cercles, bienfaiteur de toutes les œuvres de la préfecture de police, etc., du marquis Franz Eskem de Fresnoy, né à Trèves, qui a quitté Paris pour l'Amérique en même temps que son ambassadeur, M. de Schœn, au moment de la déclaration de guerre.

La publicité que nous avons faite à ce Boche, parisien de marque, vient de porter ses fruits. M. le président Menier a mis hier sous séquestre tous les biens que Franz Eskem de Fresnoy peut posséder en France que dans nos colonies, y compris la commandite de l'Opéra, si toutefois le Boche ne l'a pas retirée au moment de partir pour l'Amérique.

AU SENAT



— J'affirme qu'il n'y a plus un seul Boche en France... ils sont tous naturalisés !

LE PROCÈS Laborde, Lombard, Garfouinkel et C^{ie}

Troisième audience du 3^e Conseil de guerre

La défense a pris hier position et marqué nettement son désir que toute la lumière soit faite dans une affaire « fertile en énigmes », comme il a été dit à la barre.

Il s'agit de Lombard, malhonnête aventurier, qui se trouva — aussi dénué de titres que de conscience — à la tête de deux hôpitaux militaires. Qui l'y plaça ? Pour quels motifs ? Quel document écrit consacre cette affectation singulière ?

M^r Albert Crémieux, très judicieusement, pose toutes ces questions dès que la lecture du rapport est enfin terminée :

Mon client, Dubosq, a tout d'abord un intérêt juridique à obtenir une réponse. La corruption est punie de peines très différentes par l'article 177 du Code pénal, suivant qu'elle s'exerce sur un fonctionnaire ou sur un particulier. Dubosq est accusé de corruption envers Lombard par complicité. J'ai le droit de savoir si Lombard était ou non un fonctionnaire. Et, dans le second cas, je demande qu'on m'en justifie. Rien ne se trouve au dossier qui le démontre. Le service de santé, interrogé par la justice militaire, a répondu, d'un ton embarrassé, qu'il avait passé une convention avec le docteur Lombard. Mais une convention ne fait pas un fonctionnaire. D'ailleurs, que fait-elle, cette convention qu'on nous cache ? Nous avons le droit de la connaître. Je demande donc au conseil d'ordonner que tout le dossier Lombard soit versé aux débats.

Le commissaire du gouvernement s'en remet au pouvoir discrétionnaire du président.

Mais voici M^r Zévaès qui reprend pour son compte les conclusions de son confrère, au nom de ses clients, les frères Steinmuller :

Nous voulons une réponse nette. Nous voulons être mis à même de savoir pourquoi Lombard a été préposé à son poste de médecin-chef d'un hôpital. Est-ce parce que dans une autre formation il avait reçu avec pompe le magistrat le plus important de la République ? Est-ce par une convention mystérieuse ? Est-ce pour tous autres motifs inconnus et qu'on tient à nous cacher ? Le conseil ne permettra pas que subsiste cette inquiétante obscurité.

Et M^r Albert Crémieux d'ajouter aux paroles de son confrère cette péroraison énergique... et révélatrice :

Dans le long rapport que nous venons d'entendre, un passage nous a frappés, mes confrères et moi. Il est à la page 9. « Lombard, y est-il dit, réussit à s'introduire d'un seul coup dans quatre hôpitaux Villemin et à devenir médecin-chef de deux d'entre eux... » Puis quatre lignes soigneusement effacées. Nous avons le droit de penser que ces lignes supprimées gênaient quelqu'un ou quelque chose. Mais vous, messieurs, comme soldats, comme juges, comme hommes, vous exigerez toute la lumière. Vous ne voudrez pas de ténèbres qui inquiéteraient à juste titre l'opinion publique. Tant pis pour qui atteint la vérité.

Ces paroles soulèvent une vive émotion. Nul d'ailleurs ne les contredit, et comment le pourrait-on ? Chaque avocat a un exemplaire avec les lignes cachées. Tous les défenseurs s'associent aux paroles de M^r Albert Crémieux — sauf M^r Comby qui ne dit d'ailleurs pas le motif de cette abstention.

Le conseil, après un quart d'heure de délibération, rend un jugement qui reconnaît que, pour la « manifestation de la vérité », il importe de savoir comment se fit la nomination de Lombard. Mais il ajoute que tout le dossier réuni au service de santé n'est pas nécessaire et n'ordonne que la production du seul titre de nomination de l'accusé à ses fonctions de médecin-chef. Comme aucune nomination n'a été faite régulièrement, cette décision apparaît comme singulièrement inopérante. Pourquoi pas tout le dossier ?

...Enfin les vrais débats s'ouvrent par l'interrogatoire des accusés (le premier jour il n'avait été que de forme et seulement sur leur identité).

Le secrétaire d'état-major Pierron se lève e premier. Il semble presque un enfant. Il débite, comme une leçon, le récit de ses rapports avec Lombard, son mauvais génie, qui le poussait à commettre des faux pour faciliter l'admission de permissionnaires dans son hôpital. On attendait quelques révélations inédites, on apprend seulement que le docteur Koertz, dont Pierron usurpait la signature, était lui-même « fort coulant » dans ses examens et ses décisions.

Pour terminer l'audience, Dubosq déclare que c'est l'autorité militaire qui lui mit à la disposition de Lombard. Encore un auxiliaire qu'on eût mieux fait de laisser chez lui.

Lundi, on entendra Lombard lui-même et peut-être Laborde... s'il change d'idée. Ensuite ce sera le tour très attendu de Garfouinkel.

UNE JOURNÉE SERBE

Le comité du Secours National, répondant aux vœux du gouvernement et au désir exprimé par M. Vesitch, ministre de Serbie, a accepté d'organiser au profit des populations serbes restées dans leur pays et des enfants serbes qui vivent parmi nous, une « Journée » autorisée par le ministre de l'Intérieur. Elle aura lieu très vraisemblablement le 25 juin prochain.

Les gardes républicains au front

Un certain nombre de députés viennent d'inviter le ministre de la guerre à remplacer les gardes républicains restés dans le camp retranché de Paris par des gardes républicains auxiliaires, recrutés parmi les hommes mobilisés appartenant aux classes de la réserve territoriale.

L'exposé des motifs fait ressortir que « les gardes républicains sont tous d'anciens sous-officiers choisis parmi des hommes particulièrement forts et vigoureux. Ils forment une troupe d'élite. La place de ces soldats de carrière est parmi nos valeureux combattants. La tranchée les appelle... »

Nul doute que cette façon de voir ne soit partagée par nos braves « cipeaux ».

La sirène remplace le clairon

Pour répondre à un souhait exprimé dans plusieurs quartiers de Paris, les avertissements nécessaires en cas d'alerte occasionnée par l'incursion d'aéronefs allemands seront désormais donnés à l'aide de sirènes qui remplaceront les sonneries de clairon sur les voitures des sapeurs-pompiers.

La sonnerie de clairon est maintenue pour l'indication de la cessation de l'alerte.

RÉSUMÉ de la situation militaire (24-31 MARS 1916)

L'agence Havas communique le document suivant :

Devant Verdun

« Devant Verdun, le bombardement a continué du 23 au 27 mars sans actions d'infanterie. Les opérations actives ont repris à cette date, avec ce caractère nouveau qu'elles ont été offensives de part et d'autre : l'offensive française étant dirigée contre le saillant de la ligne allemande au bois d'Avocourt, l'offensive allemande contre le saillant de la ligne française à Malancourt.

« Les deux saillants ont été entamés à peu près dans la même proportion, mais la valeur du terrain gagné est différente. En effet, le village de Malancourt est en bas d'une pente qui s'étend jusqu'à la cote 304, au lieu que le bois d'Avocourt menait les Allemands, s'ils avaient pu en déboucher, au village d'Esnes d'où ils prenaient à revers nos positions de la cote 304 et du Mort-Homme.

« Il ressort de l'examen des prisonniers et de leurs déclarations que la 11^e division bavaroise, qui avait été amenée le 18 mars pour l'attaque du 20 contre les bois de Malancourt et d'Avocourt, a dû être relevée aussitôt après par suite des pertes subies et remplacée par des troupes fraîches.

Sur le front anglais

« L'armée anglaise vient d'étendre son front dans la région d'Arras de manière à relever plusieurs divisions françaises qui sont devenues disponibles. Cette opération, exécutée dans une période de vifs combats, a pleinement réussi et doit être considérée comme un brillant succès de manœuvre.

« La longueur du front défendu par l'armée anglaise est aujourd'hui d'environ 130 kilomètres.

Sur le front russe

« Sur le front russe d'Europe, nos alliés ont pris l'offensive à la fois au nord, entre la région des lacs et Riga, et au sud, sur le Dniester. Dans cette dernière région, ils ont enlevé l'importante tête de pont d'Usciezk, menaçant ainsi les communications de l'armée autrichienne qui couvre Czernovitch. Au nord, leur action s'exerce le long des principales voies de communication que les Allemands comptaient employer pour leur prochaine offensive contre Riga et Dvinsk ; ils ont progressé notamment dans le coude de la Dvina entre Jacobstadt et Friedrichstadt, de part et d'autre de la route de Mitau à Jacobstadt, ainsi qu'au sud de Vilna, le long de l'embranchement qui se détache à Svetsiansky de la voie de Vilna à Dvinsk et coupe le front de combat aux environs de Postavy. Si ces avantages sont poursuivis ou seulement maintenus jusqu'à la période du dégel, qui est prochaine et interrompra les opérations, il sera bien difficile aux Allemands d'accomplir leurs projets sur ce front.

Armée du Caucase

« L'armée du Caucase continue la poursuite de l'armée turque dans les trois directions de Billis, d'Erzindjian et de Trébizonde. La colonne qui marche vers cette dernière ville est arrivée devant les retranchements de Baibout, sur la position d'arrêt que les Turcs avaient organisée sur cette route.

Sur le front italien

« Sur tout le front italien, notamment au sud de Trente, dans les Alpes de Cadore et autour de Gorizia, se livrent des engage-

ments très vifs qui tournent à l'avantage de nos alliés.

A Salonique

« Enfin, devant notre camp retranché de Salonique, les détachements allemands et bulgares qui avaient occupé des villages grecs ont été ramenés à la frontière après des escarmouches qui leur ont valu des pertes relativement importantes. Les Allemands ont vengé cet échec en envoyant des avions sur Salonique ; vingt civils grecs ont été tués et vingt-cinq blessés.

« Il n'est pas douteux que l'Allemagne n'ait fait son possible pour infliger à l'Entente de sensibles revers au moment où allait se réunir la conférence de Paris. Le résultat est que sur tous les points la situation se dessine nettement en faveur de nos armes. »

Echo du Sénat

Au début de la séance de vendredi, M. Poincaré a mis en cause M. Gaudin de Villaine à propos d'accusations injustifiées que l'honorable sénateur aurait portées en développant son interpellation sur l'espionnage allemand.

Le ministre de l'Instruction publique connaissait l'absence de M. Gaudin de Villaine et ne l'avait prévenu en rien de ses intentions — ce qui constitue un procédé sans précédent dans les annales parlementaires. Cet incident a provoqué la réponse suivante :

Monsieur le Président,

Très souffrant et alité, je ne puis mieux faire que de dicter ces quelques lignes que vous voudrez bien, dans un haut esprit d'équité, communiquer au Sénat.

J'ai bien dû être étonné, qu'en mon absence et sans m'en avoir informé, M. le ministre de l'Instruction publique ait cru devoir créer un incident dont j'ai été l'objet.

Si j'avais pu prévoir l'intervention de M. Poincaré, je lui eusse écrit, comme à M. Malvy, que je regrettais d'autant plus la citation incriminée, que c'est par une erreur involontaire que le service sténographique auquel j'avais — ne pouvant corriger mes épreuves — remis toutes les notes annexes de mon dossier, a fait figurer au compte-rendu officiel une phrase que je n'avais pas prononcée.

« Ajoute que, comme M. Malvy, les amis de M. Durheim ont été prévenus de ce fait, que j'eusse d'ailleurs confirmé à la tribune du Sénat si j'avais pu assister à la séance.

« Que l'honorable ministre de l'Instruction publique, au lieu de mesurer ses responsabilités, veuille bien méditer celle consistant — en mon absence — à me mettre en cause de semblable façon.

« Veuillez agréer les assurances de ma haute considération.

GAUDIN DE VILLAINÉ,
sénateur de la Manche.

Le président du Sénat s'étant refusé à lire cette lettre à la tribune du Luxembourg, elle tendrait à prouver qu'il y a deux règlements : celui qui autorise un ministre à mettre en cause un sénateur absent, et un autre qui refuse au sénateur attaqué en son absence tout moyen de protester.

La question reste ouverte.

Toujours cambriolé

La bijouterie Clerc, rue de la Chaussée-d'Antin, a été visitée la nuit dernière par les cambrioleurs, qui ont volé pour plus de deux cent mille francs de bijoux et de pierres précieuses.

Les malfaiteurs se sont introduits dans le magasin par la porte dont le rideau de fer fonctionnait mal et ont brisé la glace d'un panneau après l'avoir préalablement enduite de glu et de papier. Il se peut se retirer sans être inquiétés. Si nous avons bonne mémoire, c'est la troisième fois que la maison Clerc est cambriolée, et toujours dans des circonstances mystérieuses.

La première fois, ce fut le magasin qu'elle possédait au coin de la place de l'Opéra qui fut dévalisé. Le magasin de la Chaussée-d'Antin fut à son tour visité par les voleurs quelques années plus tard.

L'« Œuvre » militaire

Gallieni... Maunoury

A quelques jours de distance, ils résilient l'un et l'autre leurs hautes fonctions. Les Parisiens et les Français accompagnent leur retraire d'un souvenir reconnaissant et ému.

Leurs deux noms resteront intimentement liés à l'histoire de Paris et à l'histoire de la guerre. L'un et l'autre évoquent les heures les plus noires de la terrible tragédie, les jours sombres où l'ennemi approchait de la capitale à la vitesse d'une armée emmanœuvrée. Leur science, leur énergie, leurs décisions clairvoyantes et promptes eurent une grande part dans la victoire de la Marne, le seul succès qui ait vraiment compté depuis le 1^{er} août 1914, et dont l'ennemi, quoi qu'il fasse, ne saura effacer ni les conséquences ni l'empreinte.

L'un et l'autre nous quittent pour la même cause : leur santé altérée au service du pays. Le général Gallieni va être, dit-on, opéré dans quelques jours. Quant au général Maunoury, il a laissé le plus précieux des sens — la vue — dans les tranchées de première ligne, frappé d'une balle en plein front.

Plus tard, quand on répandra la lumière sur tous les détails de cette guerre, quand on pourra rendre à chaque chef, à chaque soldat, l'hommage qui lui est dû, les noms de ces deux généraux figureront, entourés de beaucoup d'autres, au premier plan. Quand dans l'avenir l'Histoire effeuillera les pages de ces jours glorieux et tragiques, elle pourra réunir les figures de Gallieni et de Maunoury dans le même commun hommage : « Ce sont deux grands chefs qui furent deux grands Français. »

Mortimer-Mégret

On nous écrit :

Les testaments des soldats morts au champ d'honneur

Ils sont envoyés au ministère de la guerre qui les dépose toujours chez un notaire de Paris. C'est fort gênant quand le défunt a son domicile et sa famille en province et c'est purement arbitraire. Il est indispensable que le dépôt soit fait en l'étude du notaire dont dépend le domicile du défunt. Il n'est pas difficile de le retrouver, et, par le maire de la commune, on saura aisément si la famille ou le défunt avaient un notaire habituel.

Réponses

Lawergnes. — 1^o Sa situation est définitive. 2^o Les réformés temporaires qui ne rentrent pas dans les catégories visées aux articles 8 et suivants de l'art. 3 de la loi Dalbiez, doivent repasser une visite trois mois après leur réforme. S'ils sont maintenus, ils sont dispensés de visites jusqu'au quarantième jour précédant la terminaison d'une année de réforme.

G. T. — Non. Il n'y a aucune assimilation — et c'est d'ailleurs une injustice et un non-sens — entre les engagés pour la durée de la guerre et les engagés spéciaux.

Classe 1909. — Cet homme est actuellement inconnu. Il faut qu'il rentre en France et qu'il se présente à la gendarmerie du lieu de débarquement. Il est possible que le conseil de guerre lui fasse remise de sa peine jusqu'à la cessation des hostilités et l'envoie au front.

LES LIVRES QU'ON LIT

ROBERT DE MONTESQUIOU : *Les Offrandes* (E. Sansot, éd.). — PAUL CLAUDEL : *Trois Poèmes de Guerre* (Nouvelle Revue française, éd.).

Le comte Robert de Montesquiou, dont la plupart des lyrismes nouveaux, jeunes hommes entrés dans la vie au moment de la guerre : peintres, poètes, « édifiés » de Crès ou de Figuière, « poulains » de Sagot ou des *Indépendants*, ne savent pas le nom ; l'auteur des *Chaves-souris* et des *Hortensias bleus* que ses gilets, son tailleur, ses cravates, son portrait par Boldini, son discours, — le seul que, jamais, il ait proféré — sur la plaintive mais ennuyeuse Desbordes-Valmore, avaient rendu fameux, naguère, chez quelques dames israélites et dans certains ateliers, offre à la Patrie en armes deux cents et quelques douzaines de vers impitoyablement rimés. L'« offrande lacrymale » y succède aux offrandes « sismique », « néerlandaise », « peccante », « dérisoire », « transatlantique » et surabondamment « re-nouvelée ». Il écrit « Memlinck » le nom de Hans Memling, et le prononce comme « zinc ». Dans l'*Offrande redoublée*, il redouble sans pitié les génitifs, ce qui lui permet d'écrire aussi mal en vers que M. Henri Bordeaux écrit en prose :

Vit tout d'un coup le front de cet abandonné
Lutte du tendre feu d'un parvis d'amalyste

Mais ce sont là jeux de patricien, défauts inhérents aux dandies qui font des vers et les font assez mauvais pour ne point — comme disait Fontenelle — « déroger à noblesse ».

Une copieuse introduction (sous le règne de Mallarmé, cela se nommait « avant-dire », « préliminaire » ou « liminaire ») permet à M. Robert de Montesquiou de porter sur son ouvrage toutes les clarités désirables.

Avant, une fois de plus, constaté que « Platon bannissait les poètes de sa « République », aperçu que des Essintes

eût manifestement dédaigné, à cause de l'emploi réitéré qu'en font les parlementaires ainsi que les proviseurs de lycée ; ayant, de plus, avoué, sans la moindre coquetterie, et son âge qui l'écarte des batailles, et son désir de chanter, ne pouvant plus combattre, M. de Montesquiou entre dans la philosophie elle-même, l'intrinsèque de son volume et tout ce qui s'ensuit.

Un certain vague emplit tout le morceau. L'auteur semble avoir hésité, premier que de l'écrire. « Desservant de la Beauté », il fait, en public, son examen de conscience. Il interroge le lecteur, ce même lecteur que Fernand Desnoyers nommait jadis « bête à tête de veau » : le « mandat consolateur » du poète garde-t-il son efficacité, dans les jours de luites et de souffrance, quand le désespoir, le deuil, les fléaux déchaînés galopent sur leur monture d'apocalypse, aux quatre vents de l'horizon ?

En même temps, il atteste, avec la respectueuse modestie et les restrictions obligatoires, un exemple grandiose et même un peu encombrant, celui de l'ANNÉE TERRIBLE. Parti de ce poème aux chants multipliés, M. de Montesquiou examine « le rapport possible » (port-p) entre « la poésie lyrique et l'action militaire ». Il affirme justement la nécessité du recul, dans la peinture d'une mêlée, et la part d'imagination qui met sur le plan des *Croisés à Constantinople*, « telle bataille de Hugo, de Stendhal ou de Tolstoï ».

Ayant donc « assorti le plectre au « mode majeur des jours d'invasion », le poète insiste : « L'art — affirme-t-il — ne saurait être la constatation directe d'un fait, mais la mise en œuvre, par l'imagination, d'une vérité. » Le roman, avouaient déjà les naturalistes eux-mêmes, est un coin de nature vu à travers un tempérament, ce que professent, d'ailleurs, tous les bons esprits. Tant de scrupules aboutissent, chez M. de Mon-

tesquiou, à cet indéniable apogée que l'art ne saurait être confondu avec la nature et la simple vérité. Plus que tout autre événement public, la grande guerre démontre cette nécessité primordiale des spécialisations. Que celui qui a des bras les utilise ! Mais que l'artiste, doué d'un cerveau, que le savant, que le penseur vaquent à leur fonction éternelle. C'est le premier de leurs devoirs. Et même que l'auteur des *Chaves-Souris*, abandonnant l'attitude guindée et le ton restrictif, apporte ses offrandes ! Beau coup de fleurs en papier peint, quelques tiges en fenaison, détériorées ces bouquets automnaux. Qu'importe ? Ils n'en sont pas moins un hommage à la France douloureuse, à la terre sanglante des aieux, à la patrie en couches de son avenir. Le Temps fera germer sans doute, sur les décombres et les sépultures, comme une fleur écarlate et magnifique, la poésie (élégiacque ou vengeresse) du Maître encore sans nom qui grandit et se forme dans l'obscurité.

En attendant qu'il surgisse, hérait de la Muse et de la Jeunesse, en attendant qu'il vienne, ce poète, accueillons cette guirlande noblement consacrée au pays en deuil par le comte de Montesquiou, gentilhomme de lettres, qui, la plupart du temps, fut quelque chose de mieux, de plus aussi qu'un amateur.

Ce fut, pour M. Paul Claudel, un don malveillant des fées, une entorse imprévue à son destin, que d'être guindé au pinacle et couronné grand homme, avant l'intégrale conquête du monde intellectuel, dont son âpre talent, sa forme hautaine et l'originalité de son esprit, déjà, pouvait, sans nulle présomption, escompter les lauriers.

Ces enthousiasmes de cénacle, ces honneurs *incognito* que décernent aux écrivains peu connus encore tout ce que la littérature compte de novices ou de postulants, ne vont pas sans quelques désavantages pour le Grand Poète de la Semaine. Je veux dire celui qu'une gloire prématurée élève au pi-

naclé, en dehors de la vie et du grand public. Certes, l'affection des jeunes hommes, leur ferveur sont la plus haute récompense du talent : elles dédomment de toute peine. Il n'est amerlume ni dégoût que n'abolissent leurs enchantements. C'est le bon néphthés. Néanmoins, tant de bienfaits ne vont pas sans périls ; car trop souvent ils risquent d'attarder leur élu, de suspendre sa marche vers des lendemains plus heureux. Les maîtres désintéressés qui, noblement, se contentent d'une illustration, peut-on dire, en chambre et — princes que nul cependant ne méconnaît — vivent dans une sorte d'*incognito*, pour la plus grande satisfaction des médiocres et des faiseurs, ne remplissent pas tout leur mérite. Ils abandonnent la place dont ils sont dignes aux babouins, toujours présents dès qu'il s'agit de vêtir un manteau de roi. Les esprits fiers et discrets se tiennent à l'écart. Ceux qui n'ont talent, pudeur, ni orthographe rampent au contraire, ou boulesquent à coups de coude leurs compétiteurs. Mais ils parviennent au bout du chemin, tandis que, dans la pénombre, se tiennent encore maints artistes fiers et beaux. Quelques-uns se découragent. Les autres, satisfaits de cette gloire sous seing privé, tournent à l'oracle, célèbrent les offices de leur divinité ; ils s'écoutent parler ; ils se regardent dans la glace. Demi-dieux pour une équipe de thuriféraires, ils passent de mode sans avoir, en temps opportun, suivi le cortège qui montait au Capitole.

Certes, M. Paul Claudel a trop de race, trop de vigueur pour qu'on le suppose enclin à de telles défaillances. Néanmoins, ceux qui goûtent ses mérites peuvent à bon droit concevoir quelque mauvaise humeur à la pensée irritante qu'un tel homme n'a pas l'audience de la foule, quand un accueil illimité s'offre au premier venu, sous la réserve qu'il soit moldo-valaque, grec, chinois, belge ou néerlandais. Pour un artiste supérieur, pour un Verhaeren et même pour un Moréas, que de non-valeurs, de gens surfaits jusqu'aux dernières limites du ridicule ! Ne pourrait-on s'accou-

tumer à garder quelques honneurs en France pour les poètes français ?

Celui de l'*Offrande à Marie*, se proclame, d'ailleurs sans importunité, catholique et pieux. Encore que cette conception retrospective de la nature et de la société offre quelque chose de surprenant chez un esprit si ouvert, les doctrines que professe M. Claudel n'infliment en rien les beautés de sa poésie et de sa forte éloquence.

Nul écrivain, quelle que puisse être la vigueur de sa personnalité, n'a grandi sans maître, ne s'est formé en dehors de toute influence. M. Paul Claudel porte l'empreinte de Francis James. De même, par endroits, sa technique fait songer aux *Ballades françaises* de Paul Fort. Comme « le cygne d'Orthez », il se plaît aux images rurales, aux détails familiers. Il hait le style soutenu. Les « magots » de Teniers, les intimistes, les petits maîtres hollandais lui plaisent mieux — car il a du goût — que les nymphes de l'Albane ou du sinistre Bouguereau.

Ses trois *Poèmes de la Guerre*, dont Eve Francis, comédienne brûlante de passion, de colère et d'enthousiasme, fait, en secouant ses cheveux, en l'ordant ses beaux bras, une épopée, une tragédie incomparable, se rattachent aux *Grandes Odes*, au *Processionnal*, où Paul Claudel a mis tout son lyrisme. S'il fallait choisir, je désignerais, parmi ces nobles vers, la pièce *Aux morts de « République »*. Mais ici, toute critique, toute analyse demeure vaine. En face du poète, le grammairien se tait.

Il a paru bon, toutefois, d'écrire en ce lieu réservé aux choses littéraires, le nom déjà célèbre de Paul Claudel, de saluer, en ce pur et dédaigneux artiste, le premier de tous ceux qui, pour éterniser cette guerre magnanime contre la ségèrante Germanie, avant accordé aux événements leur « luth contemporain », chantent les fils de France et les guerriers du front, mais restent fidèles quand même à la Muse et ne se déroberont point, sous couleur de patriotisme, aux devoirs imposés par la Beauté.

Laurent Tailhade

DERNIÈRES NOUVELLES

LES DEUX SOCIALISMES

Le prolétariat allemand ne sait plus qui croire. Alors que la majorité socialiste, au Reichstag, renforçant son pacte honteux avec le chancelier, excommunique quiconque refuse de se domestiquer au militarisme prussien, un petit groupe d'indépendants proclame son désir de paix et rejette sur le gouvernement germanique l'effroyable responsabilité de la guerre.

On pense si cette attitude de Haase, de Leibnecht et de quelques autres déchaîne la fureur de la presse asservie. Les Hamburger Nachrichten réclament « des mesures extrêmement rigoureuses contre ces perturbateurs ». Heine, socialiste majoritaire, les traite, dans la Berliner Zeitung am Mittag, de brouillons impénitents, dont « son parti est bien heureux de s'être enfin débarrassé ».

Seul, Bernstein présente, dans le Vorwärts, la défense de la nouvelle fraction, à laquelle il s'est du reste inscrit. Il proteste contre le reproche fait à Haase d'avoir servi la cause de l'étranger — et, en bon élève de Bebel, il oppose l'internationalisme capitaliste à l'internationalisme prolétarien. Mais, dans son plaidoyer, une erreur grossière s'introduit : ne va-t-il pas jusqu'à prétendre que les discours de Haase a réveillé la conscience des travailleurs de tous les pays et qu'il y a en Italie, en Angleterre et en France des socialistes prêts à rompre avec leurs gouvernements respectifs et à affirmer leur désir d'une paix immédiate, obtenue coûte que coûte.

La manœuvre de Bernstein, à supposer qu'il s'agisse d'une manœuvre, ne réussira pas. Et si le leader socialiste a cru, en exaltant l'exemple de Haase, lui susciter des imitateurs au prochain congrès socialiste français, il s'est singulièrement trompé.

En France, les socialistes désirent la paix, mais tous la subordonnent à la victoire. Ils ne sauraient admettre un traité hâtif et qui n'assurerait pas le respect des nationalités et la liberté des peuples. Si tristes que soient les épreuves présentes et si cruels les devoirs qui nous frappent, il n'est pas un seul Français, socialiste ou non, qui accepte la formule impie de « la paix coûte que coûte ».

Que Bernstein en fasse son devoir : les socialistes français ne se dresseront pas contre ceux qui nous gouvernent, d'abord parce qu'ils sont unanimes à vouloir garantir l'avenir contre toute oppression, ensuite parce que notre gouvernement à nous ne ressemble en rien au militarisme prussien.

C. O.

La Politique grecque

Les relations gréco-bulgares

Athènes, 1^{er} avril. — A la Chambre, répondant à une question au sujet des agissements et des violences des Bulgares en Macédoine et sur le territoire grec, M. Skouliadis a déclaré que le gouvernement avait adressé des représentations énergiques au gouvernement bulgare et aux alliés de la Bulgarie.

Depuis lors, la question est restée en suspens ; on espère obtenir promptement une solution satisfaisante.

La visite du général Mahon

Athènes, 31 mars. — Les informations puisées aux sources les plus diverses concordent pour enlever tout caractère politique au voyage du général Mahon à Athènes.

Le général Mahon, interviewé, s'est déclaré enchanté de son entrevue.

Il a déclaré qu'il ne croyait pas à une attaque imminente de l'ennemi et s'est montré tout à fait tranquille sur le résultat de la lutte dans les Balkans.

L'évolution grecque

Athènes, 31 mars. — Parlant de la situation politique, la *Nea Hellas* écrit : « Il est incontestable que, depuis quelque temps, on constate un changement dans l'opinion de nos milieux compétents au sujet de l'issue finale de la guerre. »

« Au début, les cercles militaires croyaient aveuglément à la victoire des Allemands, mais l'échec de l'offensive contre Verdun est maintenant à leurs yeux une preuve caractéristique de l'épuisement des troupes germaniques. »

Le général Cadorna remercie

Le général Cadorna, qui a quitté Paris vendredi soir pour rentrer en Italie, a, de la gare de Modane, envoyé une dépêche au général Joffre pour le remercier de l'accueil qu'il lui a fait en France.

Il a également télégraphié au général Douglas Haig, au quartier général anglais.

Autour de Salonique

Le raid aérien allemand

Athènes, 1^{er} avril. — On sait que des avions allemands ont bombardé le camp exclusivement grec de Tsayez. La *Nea Hellas* écrit à ce sujet :

« Les Allemands, pour justifier le bombardement de Salonique, prétendent ne viser que la destruction des installations des campements alliés ; mais alors comment justifieront-ils le bombardement du camp de Tsayez ? Nous attendons avec curiosité leurs explications. »

Communiqué belge

Actions d'artillerie réciproques dans les régions de Perwez, d'Oostkerke et au sud de Dixmude.

Le raid aérien allemand SUR UNE VILLE SUISSE

Genève, 1^{er} avril. — Le *Démocrate de Delémont* donne les détails suivants au sujet du bombardement de Porrentruy par un avion ennemi :

« Nous croyons pouvoir dire qu'un des projectiles est tombé à 20 mètres de la gare, brisant les vitres des maisons voisines ; deux bombes incendiaires ont été jetées au sud de la route de Courgenay et n'ont pas fait de victimes. »

« L'avion lanceur de bombes a volé d'abord jusqu'à Damvont, a paru alors hésiter, est venu sur Porrentruy, a jeté une bombe incendiaire, puis s'est dirigé vers la gare et a laissé tomber un obus sur le chantier d'un marchand de bois. La détonation formidable a réveillé toute la population. Le sol a été profondément remué ; des arbres ont volé en éclats. Les autres bombes n'ont pas fait explosion. Cet exploit fut accompli en deux minutes, pendant lesquelles on apercevait distinctement l'avion qui, par moment, ne volait pas à plus de 500 mètres. »

La Suisse de Genève écrit : « L'attentat de Porrentruy, venant après celui de La Chaux-de-Fonds et suivant de près l'assassinat de deux citoyens suisses tués par un sous-marin allemand à bord du « Sussex », cause dans tout notre pays une indignation profonde et une juste colère. »

« Dès qu'ont été connus les résultats de l'enquête immédiatement ouverte, les autorités fédérales ont fait, comme il convient, entendre à Berlin une vigoureuse protestation et ont demandé des satisfactions que nous sommes en droit d'exiger. Elles ont réclamé aussi des garanties, qui ne soient pas des chiffons de papier, contre le retour d'actes criminels de ce genre. Le peuple suisse est unanime à s'associer à cette démarche. Ses hauts magistrats sont résolus à faire respecter, coûte que coûte, la neutralité et ses droits et à ne plus tolérer les libertés outragantes que l'Allemagne prend à l'égard d'une nation voisine, dont la loyauté n'a jamais pu être suspectée. »

Le torpillage du « Portugal »

Le marquis de Vogüé, président du Comité Central de la Croix-Rouge Française, a reçu hier matin du président du Comité Central de la Croix-Rouge Russe la dépêche suivante :

« Le 17 mars, à 8 h. 30 du matin le bâtiment-hôpital *Portugal* appartenait à notre Société fut attaqué en rade de la mer Noire par un sous-marin ennemi et coulé avec 115 personnes de son personnel sanitaire. Vu que le bâtiment-hôpital *Portugal* avait été officiellement déclaré aux puissances adverses et avait été muni des signes extérieurs exigés par l'article 5 de la convention de La Haye de 1907 toute méprise est exclue. La société Russe de la Croix-Rouge proteste avec toute l'énergie possible contre cet acte épouvantable formant une grande infraction à la convention de La Haye de 1907. »

Le marquis de Vogüé a immédiatement répondu par un télégramme où il a exprimé l'indignation du Comité central de la Croix-Rouge française devant la criminelle destruction du navire hôpital.

Le *Portugal* qui appartenait à la Compagnie des Messageries Maritimes était commandé par un Français, le capitaine Duval, qui a péri avec lui.

L'ESPIONNAGE BOCHE EN SUISSE

Genève, 1^{er} avril. — On mande de Berne au *Démocrate de Delémont*, que le public a appris, non sans stupéfaction, que Behrmann avait été relâché sous caution de 5.000 francs. Cette mansuétude contraste singulièrement avec le traitement infligé à des journalistes anglais tout à fait innocents.

LES ÉTATS-UNIS AU MEXIQUE

A la poursuite de Villa

San-Antonio (Texas), 1^{er} avril. — Le général Villa était en train de célébrer, à Guerrero, sa récente victoire sur les troupes de Carranza, lorsqu'un détachement américain l'attaqua à l'improviste, lui tuant trente hommes. Les Américains eurent quatre hommes légèrement blessés.

Les troupes de Villa se sont enfuies dans les montagnes par petits groupes.

Iles Étrangères dans nos usines

A la suite d'une perquisition opérée dans la chambre qu'il occupait rue Mazagran avec un de ses compatriotes, un jeune Suisse, nommé Herrmann Baeschlin, a été arrêté par M. Prioleu, commissaire de la police judiciaire chargé de la surveillance du camp retranché de Paris.

Baeschlin était attaché en qualité de dessinateur à une fabrique de munitions du quai de Seine.

On a trouvé chez lui des dessins représentant les détails d'obus incendiaires, ce qui a paru suspect.

Ce qui nous étonne, nous, c'est qu'une fabrique qui travaille pour la défense nationale prenne un étranger à son service.

N'aurait-elle pu trouver un dessinateur parmi les Français non mobilisés ? Voyons, en cherchant bien...

LE RADICAL
reparait ce matin
sur QUATRE pages

M. Asquith en Italie

Le ministre à Rome

Rome, 1^{er} avril. — Cet après-midi, M. Asquith a reçu à l'ambassade d'Angleterre les représentants de la presse. M. Torre, député, président de l'Association de la Presse, lui a adressé les paroles suivantes en français :

« Je suis heureux, monsieur le Président, de vous présenter ici, à Rome, au nom de l'Association de la presse italienne, le salut le plus cordial. Votre visite signifie que l'Angleterre et l'Italie non seulement veulent procéder d'accord jusqu'au bout, jusqu'à la victoire définitive, mais aussi que les deux nations intimement unies veulent coordonner systématiquement leurs efforts militaires et économiques et leur action politique, pour déterminer la nouvelle situation européenne. »

« Tous, nous souhaitons que cette nouvelle situation soit telle qu'elle garantisse la juste équilibre des nationalités et la liberté des peuples ; nous faisons en sorte, monsieur le Président, que tout cela soit réalisé. »

Chez le Pape

Rome, 1^{er} avril. — M. Asquith, accompagné de Sir Henry Howard, ministre de Grande-Bretagne près le Saint-Siège s'est rendu ce matin au Vatican où il a été reçu par le Saint-Père.

LA GUERRE SOUS-MARINE

Une courageuse protestation hollandaise

Amsterdam, 1^{er} avril. — Le *Verdenogang*, répondant à un article de la *Gazette de Francfort* justifiant le torpillage dans la prétendue zone de guerre : « Nous ne connaissons pas de zone de guerre. Le blocus n'a jamais été déclaré. Il n'y a pas d'excuse possible pour la destruction de propriétés et de vies norvégiennes qui s'y sont produites. Vraiment, pour que l'Allemagne recoure à des mesures aussi odieuses et à des arguments aussi misérables, il faut que sa situation soit devenue bien précaire. »

L'Allemagne répond à la Norvège

Christiania, 31 mars. — Le gouvernement allemand a fait connaître au gouvernement norvégien que le torpillage du *Silius* ne pouvait être attribué à un sous-marin allemand. Il semble probable que le gouvernement norvégien réglera son attitude sur celle des autres puissances neutres atteintes par les pratiques allemandes de la guerre sous-marine.

Navires coulés

Londres, 1^{er} avril. — On mande de Patras au Lloyd, à la date du 31 mars, que la goélette anglaise *John-Pritchard*, qui naviguait sur lest, a été coulée par un sous-marin. L'équipage est sauvé.

On mande également que le vapeur norvégien *Norne* a été coulé. L'équipage est sauvé.

Un chalutier saute

Les Sables-d'Olonne, 1^{er} avril. — Hier matin, le dundee *Rédemption*, du port des Sables-d'Olonne, a accroché une mine dans son chalut.

Dès qu'il s'en est aperçu, l'équipage a quitté le bord dans un canot et a été recueilli par le dundee *René-Paul*.

Peu après, le *Rédemption* sautait.

Communiqué russe

Communiqué du grand état-major Front occidental

Pétrograd, 31 mars. — Dans le secteur de Jacobstadt, l'ennemi a attaqué dans la soirée la gare de Neuselbourg ; il a été repoussé.

Sous Dvinsk, près d'Illouk, échange de feux d'artillerie et de lance-bombes.

Dans la région à l'ouest du lac de Narotch, l'ennemi a attaqué la forêt qui se trouve au sud du village de Mokritza ; il a été repoussé par notre feu.

Au sud de la bourgade de Krevo, près du village de Navosselki, la lutte se poursuit pour la possession de l'entonnoir formé à la suite de l'explosion d'un fourneau de mine.

Des aviateurs ennemis ont lancé des bombes dans la région des gares de Pogorielitzy, de Politz, d'Antonovka, de Loumniez et de la bourgade de Simavka.

Au sud du marais de Raktino, dans la région à l'ouest de Tchamoris, nos volontaires ont anéanti une troupe ennemie.

Dans la région de la Strypa supérieure et de la Strypa moyenne, nous avons repoussé par notre feu des forces importantes ennemies qui tentaient d'aborder nos tranchées.

Front du Caucase

Dans la direction de Bagdad, dans la région de la forteresse de Karamalakhah, après un combat de quatre heures, nous avons défait une troupe ennemie qui, avant subi de grosses pertes, a pris la fuite vers le sud.

Communiqué Italien

Rome, 31 mars. — Dans la vallée de Daone, le 29 mars, renouveau de petits détachements sur les pentes du Mont-Mellino. L'ennemi a été rejeté et mis en fuite, abandonnant des armes et des munitions.

Dans la vallée de Sugama, notre artillerie a dispersé des colonnes de ravitaillement en marche de Calomancia vers Caionazzo.

On signale des actions effrénées de notre artillerie sur le Haut-Ordeveilo contre les baraquements, à la tête du ruisseau de Solvava, dans le Haut-Boite, et contre des troupes ennemies dans le voisinage de Sampaives, au nord-ouest de Podestagno. Sur le front de l'isonzo, hier, des tirs intermittents d'artillerie ont été entravés par une pluie très forte.

Des renseignements ultérieurs sur le succès de nos armes à l'est de Sebe mettent en lumière l'excellente attitude de la brigade Acqui.

Le 27 mars, celle-ci, par un vigoureux élan offensif, a pris d'assaut une éminence d'environ 150 mètres d'un retranchement ennemi, solidement fortifié.

Après avoir repoussé les violentes contre-attaques ennemies, nos troupes, pleines d'entrain et résolues à s'emparer à tout prix d'un retranchement entier, y sont parvenues dans l'après-midi du 29 mars, après trois jours d'une lutte âpre et ininterrompue ; elles ont fait de nombreux prisonniers et se sont emparées d'un butin d'armes.

(Signé) CADORNA.

Les Spectacles

Cet après-midi :

THÉÂTRE-FRANÇAIS. — 1 h. 30. — A quoi rêvent les jeunes filles ; les Brébis de Pazurgo ; les Caprices de Marianne ; Il ne faut jurer de rien.
OPÉRA-COMIQUE. — Carmen.
THÉÂTRE-LYRIQUE. — Les Mousquetaires au couvent.
ODÉON. Théâtre Sarah-Bernhardt, Vaudeville, Porte-Saint-Martin, Variétés, Réjano, Palais-Royal, Renaissance, Théâtre Antoine, Gailly, Ambigu, Châtelet, Apollo, Alhambra, Capucines, Cluny, Déjazet, Grand-Guignol, Folies-Bergère, mêmes spectacles que le soir.

Ce soir :

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. 30. — Mlle de la Seiglière.
ODÉON. — 8 h. — Fédora.
OPÉRA-COMIQUE. — Werther.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Maciste.
TH. SARAH-BERNHARDT. — 8 h. — La Tour de Nesles.
GAIÉTÉ. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari.
PALAIS-ROYAL. — Relâche.
VARIÉTÉS. — 8 h. 30. — Le Dindon.
PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La Femme Nue.
TH. REJANO. — 8 h. 30. — Alsace.
THÉÂTRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono.
ATHÉNÉE. — 8 h. 30. — Le Coq en Pâte.
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.
CHATELET. — 7 h. 50. — Les Exploits d'une petite Française.
NOUVEAU-AMBIGU. — 8 h. 30. — Ma Tante d'Honfleur.
APOLLO. — 8 h. 15. — Mme Boniface.
MICHEL. — 8 h. 30. — L'Avion 253, etc.
THÉÂTRE-LYRIQUE. — 8 h. 15. — Mami'zelle Nitouche.
FOLIES-BERGÈRE. — 8 h. 30. — A la Parisienne !
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Matok et ses lions.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Dames du Palais Borghia.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CLUNY. — 8 h. 45. — Le Filis surmaturel.
CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquies, revue.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rossie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Masque ; La Lanterne.
SCALA. — 8 h. 20. — Hardi, les bleus !
GAITÉ-ROCHECHOUART. — Non ? Si... (revue).
ELDORADO. — 8 h. 15. — La Crevette.
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lycee de jeunes Filles.
EUROPEEN. — 8 h. 30. — La nuit de noces du poilu.
LA PIE QUI CHANTE, TH. DES DEUX-MASQUES, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions.
CONCERT ROUGE. — 15 h. 30. — Musique de Chambre, 13^e quatuor (Beethoven) par MM. G. Poulet, V. Gentil, Ph. Jurgensen, L. Ruysen, Poème (Saurvrais) ; Quintette (César Franck), Mme Victoria Barrière, pianiste. Dimanche, 15 h., matinée.
Omnia Pathé. — Passion tzigane ; les Mystères. Actualités militaires. Max dans les airs, etc.
Electric Palace, 5, bd. des Italiens. — Les deux Chemins, drame patriot, autour de Verdun.

L'ALCOOL de MENTHE
DE
RICQLÈS
est un produit hygiénique
et antiseptique indispensable

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Les Actionnaires de la Société Générale se sont réunis hier en Assemblée Générale. Le rapport déclare que le Conseil s'est appliqué, au cours de l'exercice 1915, à réduire les engagements sociaux, comme un témoignage le Bilan, à sauvegarder l'avenir des entreprises dans lesquelles la clientèle est intéressée, à fournir le plus large concours possible à la Défense Nationale. La proportion des recouvrements sur le portefeuille moratoire est très satisfaisante, puisqu'elle dépasse 70 0/0. La prolongation de la guerre a eu une répercussion dévalorable, notamment sur les entreprises de l'Amérique du Sud. Mais le Conseil fait et continuera à faire, dans l'intérêt de la clientèle, tous ses efforts pour aider au relèvement de ces affaires, dont la plupart sont appelées à retrouver la prospérité quand la situation sera redevenue normale. La confiance et la fidélité de la clientèle se sont affirmées avec une force particulière lors de l'emprunt de la Défense Nationale, plus de 328.000 souscripteurs ayant apporté à la Société Générale un montant en capital de 880 millions de francs.

Le rapport signale également la nouvelle répartition des Services dans les trois immeubles du boulevard Haussmann, de la rue Réaumur et de l'avenue Kléber ; cette organisation a eu comme conséquence de rendre libre l'immeuble de la rue de Provence que le Conseil espère pouvoir réaliser après la guerre dans des conditions avantageuses par suite de sa situation.

Le produit net de l'exercice s'est élevé à Frs 10.400.000, sensiblement égal à celui de 1914 qui avait été reporté à nouveau. En raison de la prolongation des hostilités, le Conseil a cru devoir procéder à une révision sévère de tous les postes de l'Actif aboutissant à une dépréciation totale de 87.639.000 francs. Cette dépréciation est ramenée, après attribution intégrale des Profits, à 66.500.000 francs, faisant l'objet d'un prélèvement sur la Réserve, laquelle, l'opération faite, représentera encore la somme appréciable de 50.700.000 francs. Le Conseil estime que la prospérité future de l'Établissement sera désormais assise, au prix d'un sacrifice momentané, sur une base forte et solidement saine.

L'Assemblée a fait un excellent accueil aux déclarations du Conseil.

La première résolution a été votée à l'unanimité moins 7 actionnaires et les autres à l'unanimité.

TOUT dit tout PUNAISES, PUCES, MITES, CAFARDS, liquidés instantanément par le **TOUT** de la Marine. Flacon boîte postale avec bande de garantie, 4 fr. 25. Triple flacon, 2 fr. 75. R. BARRE, 8, rue Jules-César, PARIS.

Le gérant : ANTOINE KLEVENANS.
Imprimerie WELLSHOFF et ROGEE
16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

EXIGEZ PARTOUT LE



BRILLANT INSTANTANÉ
MIRROR
NETTOIE ET POLI
TOUS LES
MÉTAUX
ARGENT, CUivre,
NICKEL, FER, BRASS,
ETC

La Grande MARQUE FRANÇAISE
Usine du LION NOIR MONTROUGE

VERSEMENTS D'OR pour la Défense Nationale

En présence de la reprise d'activité des versements d'or pour la Défense Nationale, la Banque de France a décidé de délivrer

Versement d'Or pour la Défense Nationale.

La BANQUE DE FRANCE constate que

M a versé ce jour en Or la Somme de

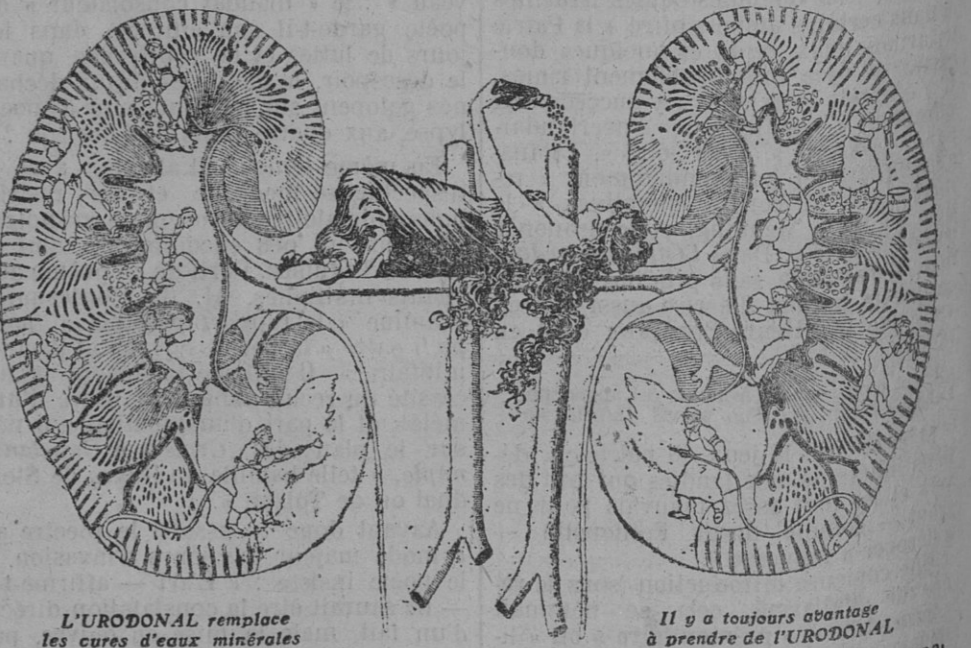
en échange de Billets de Banque

Visé Le 1916 Le Secrétaire Général

BANQUE DE FRANCE

URODONAL

remet à neuf le filtre rénal



L'URODONAL remplace les cures d'eaux minérales. Il y a toujours avantage à prendre de l'URODONAL.

« Chaque fois qu'il y a lieu, pour le Médecin, de soupçonner l'urémie menaçante, que le rein ou le cœur soit seul en cause, ou que les deux organes soient également atteints, il songera à l'URODONAL. C'est une véritable assurance contre « la mort subite » que, par son administration, il permettra au malade de contracter. »

D^r RAYNAUD, ancien Médecin en chef des Hôpitaux militaires.
(La Mort subite par le rein).